

Journées CNFPT – Centre INFFO – 20-21 mars 2014

Quelles politiques régionales de formation au service de l'entrepreneuriat pour les territoires ?

Intervention de clôture : **Bruno RACINE**, animateur de
réseaux de développement territorial, expert en coopérations
écoles entreprises

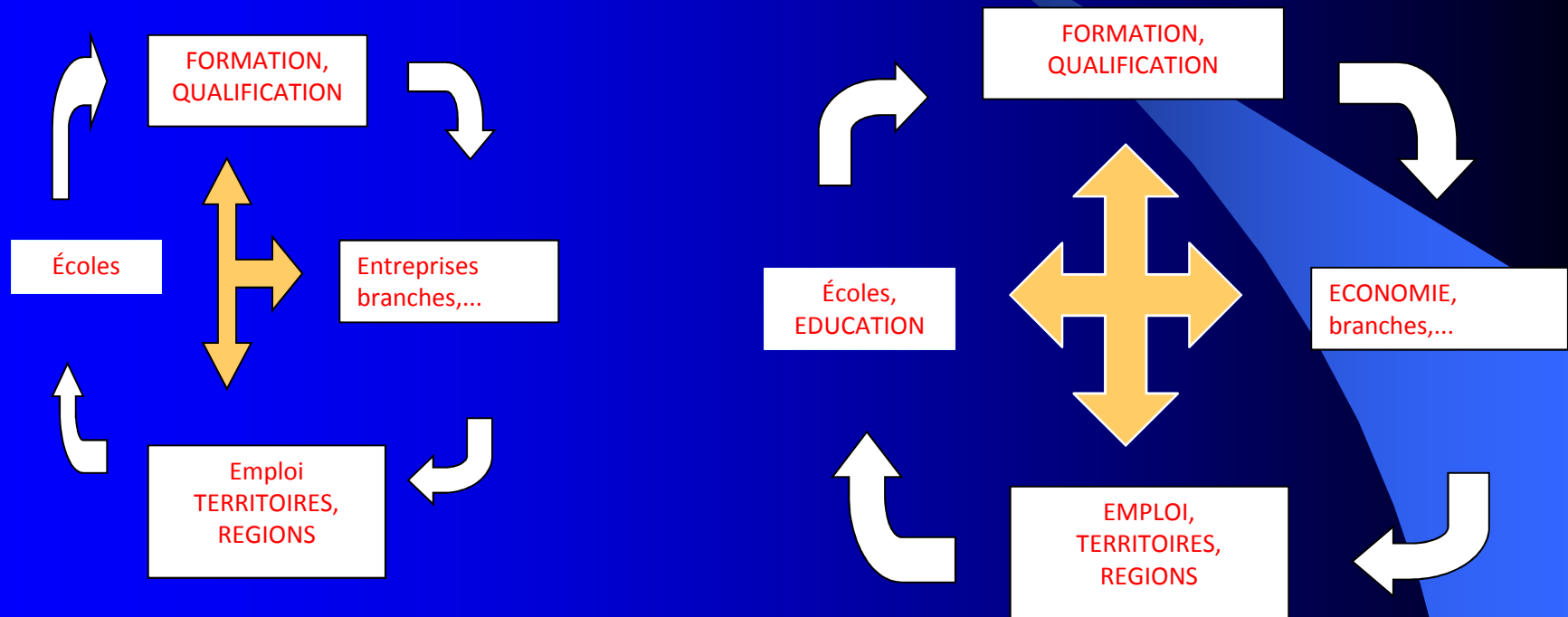
Titre du séminaire

**Quelles politiques régionales de formation
au service de l'entrepreneuriat pour les territoires ?**

Titre de l'intervention de clôture

**L'ouverture des Régions vers de nouveaux partenariats
Éducation Formation Économie Territoires,
un nouvel horizon pour la croissance et l'emploi**

Pour développer plus activement l'innovation et l'entrepreneuriat, les politiques régionales doivent s'élargir vers de nouveaux partenariats



Plan de l'intervention

1. L'éducation est un investissement majeur pour la compétitivité du pays et des territoires, et les Régions sont invitées à s'associer au dialogue national éducation économie en cours :

Le CONSEIL NATIONAL EDUCATION ECONOMIE

2. Les nouvelles lois : décentralisation, refondation de l'école, formation professionnelle, enseignement supérieur,... offrent aux Régions des perspectives de nouvelles actions partenariales pour la croissance et l'emploi.
3. Des pistes pour construire ces partenariats élargis.

I - Un dialogue éducation économie au service de l'innovation, la croissance et l'emploi

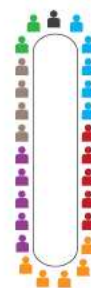


Le CNEE – le lieu de ce dialogue partenarial national auquel participent les Régions



CNEE
CONSEIL
NATIONAL
EDUCATION
ECONOMIE

COMPOSITION DU CNEE



Président : Jean-Cyril Spinetta

26 membres :

CINQ CHEFS D'ENTREPRISE

- Jean-Louis Beffa, président d'honneur et administrateur de Saint-Gobain
- Philippe Berna, président du Comité Richelieu
- Xavier Huillard, président-directeur général de Vinci
- Henri Lachmann, président du conseil de surveillance de Schneider Electric
- Muriel Pénicaud, directrice générale des ressources humaines du groupe Danone

CINQ REPRÉSENTANTS DES EMPLOYEURS

- Alain Cordesse, président de l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (UDES)
- Jean-Pierre Crouzet, président de l'Union professionnelle artisanale (UPA)
- Pierre Gattaz, président du Mouvement des entreprises de France (MEDEF)
- Jean-François Roubaud, président de la Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises (CGPME)
- Jean-Christophe Sciberras, président de l'Association nationale des directeurs des ressources humaines (ANDRH)

CINQ REPRÉSENTANTS DES SALARIÉS

- Laurent Berger, secrétaire général de la Confédération française démocratique du travail (CFDT)
- Pascale Coton, secrétaire générale de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)
- Marie-Françoise Leflon, secrétaire générale de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC)
- Thierry Lepaon, secrétaire général de la Confédération générale du travail (CGT)
- Jean-Claude Mailly, secrétaire général de Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO)

CINQ REPRÉSENTANTS DES PERSONNELS ENSEIGNANTS

- Christian Chevalier, secrétaire général du syndicat des enseignants (SE-UNSA)
- Patrick Desiré, secrétaire général de l'Union nationale des syndicats de l'éducation nationale (UNSEN CGT Educ-Action)
- François Portzer, président du Syndicat national des lycées et collèges (SNALC-CSEN)
- Frédérique Rolet, secrétaire générale du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES-FSU)
- Frédéric Sève, secrétaire général de la Fédération des syndicats généraux de l'éducation nationale et de la recherche publique (SGEN-CFDT)

QUATRE DIRECTEURS D'ADMINISTRATIONS CENTRALES

- Simone Bonnafous, directrice générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (DGESIP), ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Jean-Paul Delahaye, directeur général de l'enseignement scolaire (DGESCO), ministère de l'éducation nationale
- Pascal Faure, directeur général du commerce, de l'industrie et des services (DGCIS), ministère du redressement productif, ministère de l'artisanat, du commerce et du tourisme
- Emmanuelle Wargon, déléguée générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP), ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social

DEUX PRÉSIDENTS DE CONSEIL RÉGIONAL

- Jacques Auxiette, président du Conseil régional des Pays-de-Loire
- François Bonneau, président du Conseil régional du Centre

LES PREMIÈRES THÉMATIQUES DE TRAVAIL DU CONSEIL

- L'adaptation des diplômes professionnels aux mutations économiques et technologiques (nouvelles technologies, révolutions numériques et organisationnelles, efficacité énergétique et nouvelles énergies, etc).
- L'évolution territoriale de l'offre de formation (adaptation de la carte des formations professionnelles avec les régions, développement de l'apprentissage public, développement de l'appareil de formation initial pour les filières à fort potentiel de croissance, adaptation aux évolutions territoriales du marché du travail).
- L'amélioration de l'orientation et de l'insertion professionnelle des jeunes (culture économique et professionnelle, esprit d'entreprendre, parcours individuel d'information, d'orientation et de découverte du monde économique et professionnel).
- La sensibilisation à l'innovation et aux différentes formes d'entrepreneuriat (esprit d'entreprise et mini-entreprises, économie sociale et solidaire, responsabilité sociale et environnementale de l'entreprise, etc).
- Le renforcement de l'attractivité des filières de formations scientifiques, technologiques et professionnelles.
- Le développement et l'accompagnement des nouveaux Campus des métiers et des qualifications dans toutes les régions et en lien avec les filières économiques d'avenir (aéronautique, numérique, bâtiment, industrie, énergie, etc).
- La consolidation des compétences générales favorables à l'insertion professionnelle des jeunes (la lutte contre l'échec scolaire, l'enseignement des langues vivantes, etc).
- Autres thématiques qui émergeront des travaux du Conseil, etc.

II - Nouvelles lois et partenariats au service de l'entrepreneuriat pour les Régions

- Loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (27-1-14)

Régions, chefs de file pour le développement économique, les aides aux entreprises, les transports, la biodiversité, la transition énergétique, l'agenda 21
La conférence territoriale de l'action publique, présidée par le Président du Conseil Régional établira le Pacte de gouvernance territoriale de la Région

- Loi relative à la formation professionnelle, à l'emploi et la démocratie sociale (5-3-14)

Régions, pilotes d'un service public régional allant de l'orientation à la formation professionnelle tout au long de la vie et l'apprentissage
Expérimentation sur 6 régions et académies d'un service public de l'orientation
Responsabilité d'animation de la lutte contre le décrochage scolaire

- Loi sur la refondation de l'école (9-7-13)

Carte régionale des formations professionnelles initiales et continues

- Loi sur l'enseignement supérieur et la recherche (22-7-13)

III – Pistes d'actions partenariales élargies au service de l'entrepreneuriat, la croissance et l'emploi

- Mieux prendre en compte les besoins de l'économie dans l'offre de formation initiale et continue

Dans la carte régionale des formations professionnelles (Conseil régional, académies,...)

Avec les **campus des métiers et des qualifications** dans les filières en développement

En soutenant l'attractivité des filières scientifiques, technologiques et professionnelles

- Favoriser l'insertion professionnelle et la qualification des jeunes

Organiser le **service public régional de l'orientation** et développer la compétence des jeunes à s'orienter

Déployer des formations en alternance qualifiante de qualité et former les tuteurs

Encourager l'esprit d'entreprendre et sensibiliser aux différentes formes d'entrepreneuriat

- Autres questions

La question des échelles territoriales



CNEE
CONSEIL
NATIONAL
EDUCATION
ECONOMIE

CARTE NATIONALE DES CAMPUS

